

ENTERINEMENT DU CHOIX DU PRESIDENT DE LA CENI : LA VSV REJETTE LA DESIGNATION DE M. RONSARD MALONDA ET EXPRIME DES CRAINTES DE GRANDES MANIFESTATIONS PUBLIQUES SUSCEPTIBLES D'ETRE SUIVIES DES VIOLATIONS MASSIVES DES DROITS DE L'HOMME EN RDCONGO

La Voix des Sans Voix pour les Droits de l'Homme (VSV) suit avec attention les tollés de protestation qui entourent l'entérinement de la désignation controversée par l'Assemblée Nationale de M. Ronsard MALONDA en qualité de Président de la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI).

Les déchirements au sein de la société civile dont les nettes divisions et crise de confiance entre les confessions religieuses avec d'une part les « six(6) » qui seraient « appuyées par le Front commun pour le Congo(FCC) de l'ancien Président de la République Joseph KABILA et d'autre part l'église catholique et l'église du Christ au Congo (ECC) soutenues par l'ensemble de la population congolaise et par de nombreuses organisations de la société civile opposées à cette désignation contestée aussi par les députés de l'opposition politique et ceux de Cap pour le changement(CACH) du Président Felix-TSHISEKEDI remettent bien en cause et malheureusement la crédibilité de M. Ronsard MALONDA à la tête d'une institution d'appui à la démocratie. Point n'est besoin de rappeler que les animateurs de la CENI doivent impérativement jouir de la confiance de la majorité des forces sociales et politiques et donc de toutes les parties prenantes au processus électoral.

Des manifestations publiques de protestation sont de plus en plus annoncées et certaines ont même eu lieu à Kinshasa, capitale de la RDCongo et à Lubumbashi, province du Haut Katanga samedi 04 juillet 2020. Si à Lubumbashi, la manifestation a été bien encadrée par la police, à Kinshasa par contre, la répression brutale suivie des interpellations des manifestants et de nombreux blessés a été au rendez et un activiste pro-démocratie a été brutalisé et copieusement passé à tabac à l'aide des coups de crosse par certains policiers.

C'est ici l'occasion de rappeler la répression brutale, sanglante et meurtrière, le 09 juin 2020 par les éléments de la police dits UJANA de la manifestation des vendeurs et commerçants du marché central de Kinshasa au cours de laquelle une personne, en l'occurrence M. MBUMBA NDIKI NZADI Ferry, âgé de 26 ans a été tué par balle lui tirée à la nuque outre les deux autres personnes tuées par électrocution pendant qu'elles fuyaient le gaz lacrymogène.

La VSV dénonce le comportement de certaines confessions religieuses qui ont, en lieu et place de privilégier le dialogue avec les deux autres notamment l'église catholique et l'ECC qui ont à juste titre exprimé des craintes sur la candidature de M. Ronsard MALONDA, **non pas par ce qu'il est ressortissant d'une province autre que ceux qui contestent sa désignation** mais plutôt pour avoir fait partie, en sa qualité de Secrétaire national de la CENI, de l'équipe qui a organisé de manière chaotique et frauduleuse les élections de décembre 2018. Pourtant, sociologiquement, les deux confessions religieuses dont les points de vue n'ont pas été pris en compte sont les plus représentatives sur toute l'étendue du territoire congolais et sont par ailleurs les plus engagées aux côtés des congolais pour l'avènement de l'Etat de droit démocratique.

La VSV salue la détermination de deux églises protestante et catholique qui souhaitent avoir à la tête de la CENI une personnalité crédible, impartiale et exempte de tout soupçon, accointance et instrumentalisation par les politiques en vue de l'organisation d'un processus électoral crédible.

La VSV saisit cette occasion pour saluer également la prise de position, samedi 04 juillet 2020 des chefs spirituels des églises Kimbanguiste et musulmane qui ont dénoncé publiquement la désignation de M. Ronsard MALONDA en accusant leurs délégués d'avoir agi sans l'aval des Responsables de ces églises.. L'église Kimbanguiste dont le Chef spirituel n'a mandaté personne pour le choix du Président de la CENI a même sanctionné le Révérend Elebe accusé d'avoir agi à titre personnel en le remplaçant par une autre personne à la Commission d'intégrité et de médiation Electorale (CIME).

La VSV se demande où va la RD Congo face à des acteurs sociaux et politiques qui refusent de voir la réalité en face et tiennent coûte que coûte à plonger, une fois de plus, le pays dans le chaos en plantant le décor de la manipulation des résultats des élections à venir et de la fraude électorale.

Au regard des contestations qui fusent de toutes les forces sociales et politiques et surtout au regard du rejet de la désignation de M. Ronsard Malonda par les responsables des confessions religieuses prétendument avoir fait partie de la majorité de celles l'ayant désigné, l'Assemblée nationale doit tirer la conséquence que son entérinement de la désignation est nul et qu'il ne sert à rien de persister dans une erreur grave qui risque de plonger la RD Congo dans le chaos avec des violations massives des droits de l'homme lors des manifestations de contestations programmées par des acteurs sociaux et politiques. A ce jour, aucun prétexte et aucune majorité ne peuvent être évoqués pour justifier l'entérinement du choix de M. Ronsard Malonda comme Président de la CENI à moins que cela relève d'un agenda caché.

La VSV saisit cette occasion pour dénoncer aussi le comportement de certains acteurs de la société civile tendant à fragiliser, par leurs déclarations, la lutte noble pour l'avènement de l'Etat de droit démocratique en RDCongo.

Le positionnement et les aspirations légitimes de certains acteurs de la société civile à occuper des postes au sein des institutions d'appui à la démocratie et bien d'autres ne doivent cependant pas reléguer au second plan la lutte pour le respect des valeurs démocratiques et des droits de l'homme.

Les acteurs de la société civile doivent fournir des efforts pour ne pas tomber dans des considérations tribalo-ethniques comme les politiques congolais pour diviser les congolaises et congolais appelés pourtant à vivre ensemble. Les acteurs de la société civile doivent soutenir les chefs de confessions religieuses qui ont toujours été aux côtés des souffrances de la population et qui tiennent à ce que les choses changent positivement dans notre pays en mettant fin entre autres à la nomination des députés nationaux par la CENI instrumentalisée et en mettant fin à la prise en otage de tout un peuple par une famille politique. Seules des personnes élues dans la transparence par la population sont capables de rendre compte et de respecter les électrices et électeurs et promouvoir le bien-être de toutes et de tous.

Il est temps que tous les acteurs de la société civile comprennent que la lutte à mener doit être dirigée contre les stratégies de prise en otage d'un pays par le FCC qui regorge qu'on le veuille ou pas de grands stratèges et des têtes

pensantes en son sein plus que le CACH qui somnole pendant que les autres voient déjà 2023.

A titre illustratif, le FCC fait semblant de renvoyer à la session de septembre 2020 l'examen de trois propositions de loi querellées sur la réforme du secteur judiciaire mais au même moment, il fait passer avec l'appui des certaines confessions religieuses M. Ronsard MALONDA à la tête de la CENI gagnant ainsi une de deux cartes avant de revenir à la charge pour l'autre. **La VSV demande au Président de la République de profiter du moment où il jouit encore du soutien de la population dans toutes les provinces pour agir avec détermination contre les agendas cachés de ses alliés du FCC. Il doit savoir que le FCC agira plus vite qu'on ne le pense contre le CACH le jour qu'il constatera que le soutien du peuple s'éloigne du Chef de l'Etat Félix-Antoine TSHISEKEDI.**

La VSV rappelle au Chef de l'Etat que des chants hostiles contre son pouvoir ont déjà été entonnés dans certains coins de la ville de Kinshasa par des personnes manifestement instrumentalisées se disant favorables au retour au pouvoir du Président KABILA. La VSV demande au Président de la République de mettre fin à la coalition FCC-CACH sinon il le regrettera plus tard. Il doit savoir qu'actuellement, c'est le FCC qui tire profit de la coalition sinon ce dernier l'aurait déjà quittée. **Les menaces du FCC pour une cohabitation ne sont que de simples ballons d'essai d'intimidation à l'égard du CACH pour faire durer la prise en otage de la population et sauvegarder ses intérêts.**

Au regard de tout ce qui précède, la VSV demande à la population congolaise de demeurer vigilante et de barrer la route aux énièmes élections chaotiques et frauduleuses dont les préparatifs viennent de commencer avec la désignation controversée de M. Ronsard MALONDA.

La VSV est pour les réformes institutionnelles dont celles électorales avant la désignation de tous les nouveaux animateurs de la CENI. Il est en effet très honteux après la célébration du 60^{ème} anniversaire de l'accession de la RDCongo à la souveraineté tant nationale qu'internationale que le chao électoral se poursuive avec des agendas cachés pour continuer à fouler aux pieds les aspirations profondes et légitimes des populations congolaises à de meilleures conditions de vie devant impérativement être matérialisées par des personnes réellement élues au cours des élections crédibles, honnêtes et transparentes.

Tout compte fait, la VSV, tout en dénonçant et rejetant la désignation par certaines confessions religieuses de M. Ronsard Malonda et l'entérinement intéressé et politisé de la dite désignation par l'Assemblée nationale, exige :

- La dissolution de la plateforme confession religieuse qui n'inspire plus confiance aux yeux de leurs fidèles compte tenu de son instrumentalisation par le FCC depuis de nombreuses années ;
- La dissolution de l'Assemblée nationale par le Président de la République, à défaut pour elle de revenir sur son entérinement politisé controversé qui risque d'occasionner des violations graves des droits de l'homme et d'accentuer les crises vécues ces derniers temps en RDCongo ;
- Le renoncement par M. Ronsard MALONDA à sa désignation pour sauver son honneur avant qu'il ne soit trop tard ;
- Le respect, par les autorités congolaises de la liberté de manifester en mettant fin à toute instrumentalisation de la police pour réprimer des manifestants pacifiques et des sanctions exemplaires à l'encontre des auteurs des violations des droits de l'homme pendant des manifestations publiques suivies des réparations en faveur des victimes.

Fait à Kinshasa, le 06 juillet 2020.

**LA VOIX DES SANS VOIX POUR LES DROITS DE L'HOMME
(VSV)**